

NIGER : FICHE PAYS – AVRIL 2021



Catégorie OCDE (2020) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / B3 / -

Change : franc CFA / Régime de change fixe / EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : de 3,5% à 34,6% à horizon 2030

FORCES

- Soutien des bailleurs de fonds
- Programme de soutien au secteur agricole et de développement des infrastructures
- Garantie de convertibilité (F CFA)

FAIBLESSES

- Pays enclavé, aux 3/4 désertique
- Activité économique dominée par l'agriculture
- Déficit public et courant élevés
- Base étroite d'exportations (uranium, pétrole, or)

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la croissance nigérienne a fortement ralenti en 2020 tout en restant positive à 1,2%. L'amélioration de la situation sanitaire devrait favoriser la consommation en 2021, mais l'activité devrait avant tout être tirée par les investissements liés à la réalisation de grands projets, suspendue pendant la crise (oléoduc vers le Bénin, centrale hydroélectrique de Kandadji...). La croissance pourrait rebondir à près de 7% selon le FMI, mais la situation sécuritaire pèse sur les perspectives économiques du pays.
- Vulnérabilité des comptes publics : après la nette dégradation du solde public en 2020, lié notamment au plan de soutien de l'économie, le gouvernement table sur la hausse de ses recettes pour ramener le déficit en dessous de 5% du PIB. Le niveau des dépenses (investissements, sécurité/défense) devrait cependant rester élevé. La dette publique se stabiliserait autour de 45% du PIB en 2021.
- Vulnérabilité extérieure : les exportations d'uranium (près de 40% du total en moyenne sur la période 2015-2019) devraient peu progresser tant en valeur qu'en volume. Les besoins en biens d'équipement et alimentaires devraient augmenter plus nettement, contribuant à la dégradation du solde courant qui pourrait atteindre -17% du PIB. Les besoins de financement devraient être couverts par les créancier officiels. La situation extérieure du Niger est cependant fragile, très vulnérable à l'évolution des cours des produits d'exportation.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : la bancarisation est très faible et le secteur très concentré. Le niveau des prêts non performants, déjà élevé, risque de progresser davantage avec les conséquences de la crise sur des secteurs sur lesquels les banques sont exposées (commerce, import/ export).

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : M. Bazoum a succédé en avril 2021 à M. Issoufou, qui avait, en application de la Constitution, renoncé à un troisième mandat. Leur parti (PNDS) devrait continuer à dominer le paysage politique. Mais la situation politique reste fragile, une partie de l'opposition refusant le résultat des élections. La situation sécuritaire reste en outre très dégradée.
- Climat des affaires : les performances en matière de gouvernance progressent peu. Le gouvernement se concentre sur les indicateurs Doing Business, permettant une amélioration du classement. L'environnement des affaires reste difficile.

Environnement et politique climat

- Vulnérabilité climatique : Le Niger est, juste avant la Somalie, le pays le plus vulnérable du monde aux changements climatiques selon le classement ND Gain (180^{ème} sur 181 selon l'indicateur de vulnérabilité) en raison de son exposition au risque de sécheresse. Ses émissions de GES ont progressé entre 2014 et 2018 (+4,5%/ an en moyenne), mais moins fortement qu'au cours des 4 années précédentes (+6,2%/ an en moyenne). Malgré son très faible niveau d'émission de CO2 par habitant (144^{ème} sur 145), le Niger a pris des mesures pour augmenter la part des énergies renouvelables (notamment hydroélectrique) dans son mix énergétique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2015 - 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
Uranium	38,8%	Céréales (riz)	10,5%
Pétrole	26,5%	Eqpts mécaniques	9,6%
Or	9,1%	Véhicules automobiles	8,1%
Légumes	4,9%	Matériels électriques	6,5%
Huile de palme	3,2%	Pétrole	4,6%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2015 - 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
France	34,1%	France	22,7%
Nigéria	20,0%	Chine	18,5%
Mali	8,9%	Etats-Unis	7,9%
Etats-Unis	8,0%	Thaïlande	7,3%
Suisse	7,9%	Nigéria	5,7%

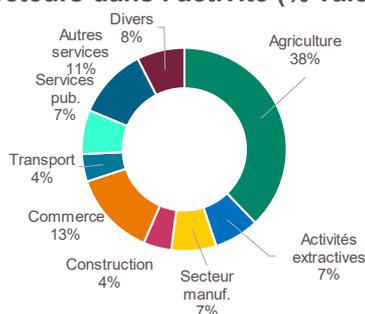
Source: International Trade Center, CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

NIGER	2016	2017	2018	2019	2020(e)	2021(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	10	11	13	13	14	16
<i>Rang PIB mondial</i>	142	142	142	141	140	140
Population (Mns)	20,8	21,6	22,4	23,3	24,2	25,1
<i>Rang Population mondiale</i>	58	57	57	57	56	55
PIB / habitant (USD)	498	518	573	554	566	633
Croissance PIB (%)	5,7	5,0	7,2	5,9	1,2	6,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,8	0,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	9,1	11,1	9,9	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	32,8	36,5	36,9	39,8	44,2	44,5
Solde public (% PIB)	-4,5	-4,1	-3,0	-3,6	-5,8	-4,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	6,2	6,7	7,4	8,9	9,6	9,2
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-11,4%	-11,4%	-12,6%	-12,3%	-13,3%	-17,0%
IDE (% du PIB)**	2,5%	2,8%	3,3%	5,9%	3,7%	9,6%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,0	4,0	4,7	5,9	5,5	5,0
Dette extérieure totale (% PIB)**	25%	48%	46%	48%	50%	46%
Dette extérieure CT (% PIB)	1,1%	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	593,0	582,0	555,7	586,3	574,7	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	13,5	16,4	12,3	14,3	NA	NA
Taux de NPL	17,7	18,8	17	15,1	NA	NA
ROE	19,5	15,4	15	12,8	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	160	166	166	163	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	150	144	143	132	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	144	144	144	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	180	180	180	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO & REO 04/2021);*Banque Mondiale;**Oxford Economics a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Niger : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2019)



Source: FMI, Country report 11/2020



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une économie agricole

L'économie nigérienne repose principalement sur le **secteur agricole** (près de 40% de la valeur ajoutée), constitué pour l'essentiel de **productions vivrières** céréalières (mil) et d'élevage sur de petites exploitations familiales. Selon la FAO², plus de 80% des Nigériens dépendent de ce secteur pour leur alimentation et leurs revenus. Le gouvernement a lancé un vaste programme « **Initiative 3N** » (« Les Nigériens nourrissent les Nigériens ») pour lutter contre les crises alimentaires grâce, notamment, au développement de l'irrigation.

Le secteur industriel est dominé par les activités d'**extraction, de pétrole et d'uranium**. Le Niger est le **5^{ème} producteur mondial d'uranium** (2 983 tonnes en 2019³). Les mines sont exploitées par la compagnie nationale (Sopamin), en partenariat avec des sociétés étrangères (Orano notamment). La chute des cours et diverses affaires ont cependant conduit les compagnies à ralentir, voire interrompre⁴, leur production au cours des dernières années. En juillet 2020, le pays a adopté une politique minière (2020-29) afin de diversifier la production et améliorer la transparence du secteur, notamment pour l'or exploité majoritairement de manière artisanale. Le **pétrole** nigérien est exploité depuis 2000 par une société chinoise. Avec une production de l'ordre de 20 000 bl/jour, le Niger reste un **producteur marginal**. Le chantier de construction d'un oléoduc destiné à relier les champs d'Agadem (sud-est nigérien) au port de Sèmè au Bénin a été inauguré fin 2019. La mise en service, retardée en raison des conséquences de la crise sanitaire, ne devrait pas intervenir avant 2023. Le projet est réalisé et financé par la China National Petroleum Company (CNPC).

Le secteur manufacturier est peu développé, freiné par des difficultés d'approvisionnement en eau et en électricité. La production reste très artisanale, concentrée sur quelques activités à faible valeur ajoutée (production de savon et de détergents, embouteillage, transformation agro-alimentaire).

• Coup d'arrêt brutal de la croissance

L'Etat d'urgence a été déclaré fin mars 2020, après la confirmation d'un premier cas de coronavirus. Les mesures de restriction imposées ont été progressivement assouplies entre mai et août. Mais face à la recrudescence de l'épidémie, le gouvernement a imposé **l'Etat d'urgence sanitaire en janvier 2021**. Les

écoles et les frontières restent ouvertes mais les rassemblements sont restreints. **Les vaccinations ont débuté fin mars**.

Les **conséquences de la crise sanitaire**, conjuguées à aux **importantes inondations** qui ont touché le pays à l'été mais aussi à la **fermeture des frontières du Nigéria** jusqu'à fin 2020 ont fortement ralenti la croissance. Elle est estimée à 1,2% par le FMI contre 6,2% en moyenne entre 2010 et 2019.

L'amélioration attendue de la situation sanitaire et la levée des restrictions devraient à nouveau favoriser la consommation en 2021, mais **la croissance devrait avant tout être tirée par les investissements**. Les travaux relatifs aux projets d'infrastructure (pipeline Agadem – Seme, centrale hydroélectrique de Kandadji), devraient reprendre.

La croissance pourrait ainsi rebondir à près de 7% en 2021 selon le FMI, permettant au pays de retrouver son niveau de PIB/ hab. d'avant crise dès 2021. Cette prévision est toutefois nettement plus optimiste que celle de la **Banque Mondiale**⁵ (5,1%). Par ailleurs, outre une **éventuelle nouvelle vague de COVID-19**, les **problèmes sécuritaires pèsent sur les perspectives de croissance** du Niger.

Le Niger souffre du manque et du mauvais état des infrastructures. Le **Plan de Développement Economique et Social** (PDES 2017-2021) prévoyait d'importants investissements, notamment dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des transports (boucle ferroviaire Cotonou–Niamey–Ouagadougou–Abidjan, oléoduc), dont la réalisation a été retardée par la crise sanitaire.

• Du Franc CFA à l'Eco

Membre de l'UEMOA, le Niger appartient donc à la zone Franc. Fin décembre 2019, le président ivoirien A. Ouattara a annoncé une réforme du Franc CFA, qui se traduira par :

- un changement d'appellation de la monnaie de Franc CFA en ECO ;
- la fermeture du compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, sur lequel la BCEAO était tenue de déposer, au minimum 50% de ses réserves

En revanche, **ni la garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro ne sont remises en cause** par cette réforme. Le calendrier de mise en œuvre n'est pas très précis, d'autant que certains pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)⁶ ont émis des critiques sur l'utilisation

² Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

³ Source ; World Nuclear association

⁴ La compagnie d'Akouta (Cominak) a suspendu sa production en mars 2021

⁵ Janvier 2021

⁶ La CEDEAO regroupe les 8 membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal,



de la dénomination « ECO » qui était initialement le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc. En tout état de cause, ces modifications ne devraient **pas avoir d'impact économique et financier majeurs** pour les pays concernés, tant que la parité fixe et la garantie de convertibilité sont maintenues.

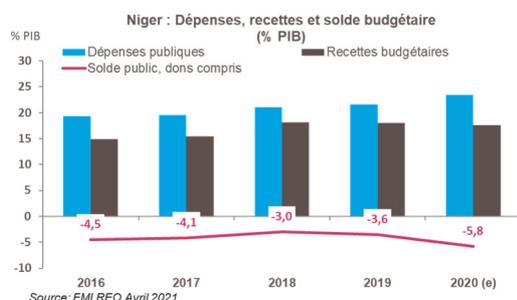
• Secteur bancaire peu développé

Le secteur bancaire nigérien compte 12 banques. Les cinq principales concentrent plus de 80% du total des actifs. **Le taux d'inclusion financière (15,5%⁷) est très inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (43%)**. Les crédits sont concentrés dans le secteur du commerce (30% du total), des transports (10%) et de la construction (9%).

Le secteur est régi par la banque régionale (BCEAO) qui a pris des mesures face à la crise du Coronavirus pour faciliter l'accès aux liquidités des banques commerciales.

Dans l'ensemble, le niveau de capitalisation des banques nigériennes est correct à 14% en 2019. **Les prêts non performants sont relativement élevés (15% du total des prêts en 2019)**, alimentés en partie par des retards de paiement récurrents du secteur public à ses fournisseurs. Leur montant pourrait progresser davantage avec les conséquences de la crise, en particulier sur le secteur de l'import/ export.

2. FINANCES PUBLIQUES



Le budget nigérien souffre depuis plusieurs années d'une **insuffisance de recettes** liée à des difficultés de recouvrement et au poids du secteur informel⁸. Les recettes fiscales représentaient 11% du PIB en 2019, le niveau le plus faible d'UEMOA (près de 16% en moyenne dans la zone). La crise du COVID 19 a encore réduit les revenus de l'Etat (ralentissement de l'activité, report de paiement ou allègement de taxes dans certains secteurs...). Le gouvernement du Niger a toutefois perçu en 2020 les revenus relatifs à la vente des licences de télécommunications (0,3% du PIB).

Togo) ainsi que le Nigeria, le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Sierra Leone.

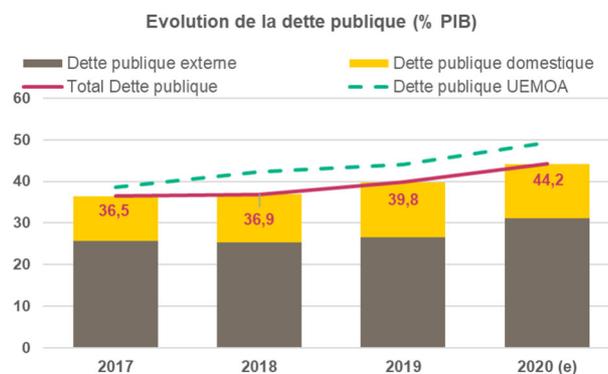
⁷ Donnée BM : % pop. de plus de 15 ans détenant un compte (institution financière ou compte mobile)

Parallèlement, **les dépenses ont nettement progressé**. Dans le contexte de la crise du coronavirus, le gouvernement a présenté courant 2020 un **plan de riposte** ambitieux de 14 000 Mns FCFA (près de 20% du PIB). Les mesures effectivement prévues au budget 2020 étaient plus modestes, portant sur des dépenses supplémentaires de 1,6% du PIB couvertes en partie par la réallocation de fonds initialement destinés à des investissements (1,3% du PIB). Le déficit budgétaire s'est nettement creusé en 2020 à près de 6% du PIB.

Le projet de loi de finance 2021 prévoit une progression des dépenses de plus de 9%, essentiellement pour les investissements. Par ailleurs, les dépenses dans les domaines de la sécurité/ défense resteront élevées. Le gouvernement table cependant sur une progression des recettes qui permettrait de réduire le déficit à moins de 5% du PIB. L'UEMOA a suspendu le **critère de convergence** (déficit de -3% du PIB) en 2020 et devrait définir de nouvelles règles en 2021.

• Risque de surendettement encore modéré mais fortes vulnérabilités

Après avoir bénéficié d'une réduction de dette dans le cadre de l'initiative des Pays Pauvres très endettés (PPTe) en 2006, le pays a de nouveau eu recours aux crédits, principalement extérieurs, pour financer ses projets d'investissements (secteur minier notamment).



Source: FMI REO 04/201, Rppport de convergence UEMOA dec. 2020

Le ratio dette/PIB reste inférieur à la moyenne de l'UEMOA en 2020 **et pourrait avoisiner 45% du PIB en 2021** (50% pour l'UEMOA).

La dette domestique représente de l'ordre de 30% du total. Les titres émis sur le marché régional sont majoritairement achetés par des banques de pays de l'UEMOA. Mais cette dette est coûteuse et à maturité courte. Le taux d'intérêt moyen de la dette domestique est de 5,8% (contre 1,7% pour la dette extérieure) et près de 40% des échéances de dette domestique sont à moins d'un an (4,4% des créances extérieures)⁹.

⁸ Estimé à 30-40% du PIB.FMI REO avril 2017

⁹ Ministère des Finances. Note d'information sur la situation de la dette publique à fin dec. 2020.



Le Niger a lancé en janvier 2020 une opération de « reprofilage » en s'endettant (sur 10 ans) auprès d'une banque étrangère pour un montant équivalent à 1,5% du PIB afin de régler ses échéances court terme au titre de sa dette domestique. **Le pays devrait désormais privilégier l'endettement extérieur concessionnel**, pour couvrir ses besoins de financement.

Les difficultés de mobilisation des recettes accentuent le **poids du service de la dette** (principal et intérêts) **dans les revenus de l'Etat**. Le ratio, estimé à 37% en 2019 **pourrait dépasser 45% en 2020**.¹⁰.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Des exportations dominées par l'uranium et un déficit courant persistant**

Les exportations nigériennes sont en **baisse constante depuis 2013** et étaient inférieures à 10% du PIB en 2020 (17% en 2012). Cette évolution est liée principalement à la **baisse de la production et du prix de l'uranium**. L'uranium, destiné principalement à la France et aux Etats-Unis, représentait de l'ordre de **40% des recettes d'exportation** sur la période 2015-2019. **Son cours**, orienté à la baisse depuis plusieurs années, **a progressé fortement mi-2020** en raison de l'interruption de l'activité de plusieurs mines (Kazakhstan, Canada, Australie) pendant la crise sanitaire. Le cours est redescendu sans retrouver son niveau d'avant crise et son **évolution à plus long terme est incertaine**. En tout état de cause, **les capacités de production nigériennes se réduisent** (baisse d'activité de la mine de Somaïr, interruption de celle d'Akouta en mars 2021). **La production d'or, majoritairement artisanale**, commence à être mieux comptabilisée mais les échanges restent très opaques. Par ailleurs, **la production et les exportations de brut nigérien devraient augmenter** à la faveur du développement du champ d'Agadem et de la réalisation de l'oléoduc vers le Bénin, **mais pas avant 2023**. Le pays devrait en revanche bénéficier de la **réouverture début 2021 des frontières nigériennes**, fermées entre l'été 2019 et décembre 2020 ainsi que de **la reprise de la demande sur le marché régional** (Nigéria, Bénin, Burkina Faso...).

La hausse des exportations devrait être modeste et insuffisante pour compenser celle des importations. Les besoins d'équipements et matériels devraient progresser avec la reprise des chantiers interrompus pendant la crise sanitaire. Par ailleurs, le prix de l'énergie et des produits alimentaires devrait progresser.

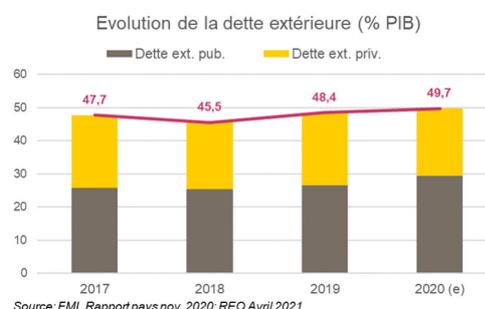
¹⁰ Analyse de viabilité de la dette FMI Nov. 2020

¹¹ La facilité de crédit rapide (FCR) permet d'apporter rapidement une aide financière concessionnelle aux pays à faible revenu qui se heurtent à un problème immédiat de balance des paiements.

Le déficit devrait se creuser encore en 2021, atteignant 17% du PIB selon le FMI.

La situation sécuritaire reste un frein pour les IDE, à l'exception des projets miniers. Le Niger devra donc recourir à nouveau à des financements extérieurs.

- **Hausse des besoins de financement**



L'endettement extérieur du Niger, majoritairement public (près de 60% du total en 2020), **a progressé rapidement depuis 2010**.

Le pays a bénéficié du **soutien financier des institutions multilatérales en 2020** pour faire face à ses besoins de financement. Le FMI a notamment apporté 115 Mns \$ au titre de la Facilité de crédit Rapide¹¹ et 30 Mns\$ dans le cadre du programme d'annulation du service de la dette d'avril 2020 à octobre 2021. Un nouvel accord de financement pourrait être négocié en 2021 avec le nouveau gouvernement. Le Niger a également obtenu le **report de ses échéances au titre de l'Initiative ISSD du G20** pour un montant représentant 26 Mns \$ (0,2% du PIB) en 2020. Pour 2021, les échéances concernées devraient représenter de l'ordre de 50 Mns \$ (dont 18 Mns\$ à la Chine) soit 0,4% du PIB environ¹².

Le ratio du service de la dette extérieure rapporté aux revenus de l'Etat devrait être de l'ordre de 10% en 2020 mais 17% en 2021, quasi au seuil fixé par le FMI pour le pays (18%). Rapporté aux recettes d'exportation, le service de dette extérieure publique, estimé à 11% par le FMI pour 2020, atteindrait 18% en 2021 en raison de la progression plus rapide du service que de celle des exportations. Le ratio dépasserait alors (cette seule année) le seuil recommandé de 15%).

Le Niger, en tant que membre de l'UEOMA, a accès aux **réserves** de la zone, centralisées auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Elles **couvraient 6 mois d'importation à fin 2020 (or compris)**.

¹² Banque Mondiale - Debtor Reporting System



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Situation politique, sécuritaire et sociale fragile**

Mahamadou Issoufou, président du Niger depuis 2011, a renoncé, en application de la Constitution, à briguer un troisième mandat aux élections présidentielles de 2021. M. Bazoum, candidat du parti de M. Issoufou (Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme - PNDS) a été élu. La période d'élection a été marquée par une tentative de coup d'Etat fin mars, déjouée rapidement. Par ailleurs, l'élection de M. Bazoum confirmée par la Cour constitutionnelle, reste contestée par son principal opposant, M. Ousmane. Le nouveau président a néanmoins été investi le 1^{er} avril et nommé son Premier ministre (O. Mahamadou, proche de l'ancien président Issoufou). **L'évolution de la situation politique reste incertaine**, dans un contexte de désaffection d'une partie de l'armée et d'une opposition qui refuse de reconnaître le nouveau président.

La menace terroriste est par ailleurs très forte en particulier dans la zone frontière avec le Mali et le Burkina Faso, comme en témoigne l'attaque de trois villages au nord du pays en mars 2020 qui a fait 137 victimes.

La situation sociale est dégradée. Avec un taux de croissance de près de 4% par an, la population du Niger a doublé en moins de 20 ans. Près de 40 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. L'Indice de Développement Humain (IDH) du Niger (0,377)¹³ est **le plus bas des 189 pays** et son PIB / habitant est parmi les plus faibles du monde. **L'insécurité alimentaire est permanente**. Les conséquences économiques de la crise de la COVID 19 ont aggravé la situation.

- **Lents progrès en matière de gouvernance**

Le Niger est **plutôt mieux classé que ses voisins** (Tchad, Mali, Nigéria) **selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale**. Mais ses performances demeurent faibles et progressent peu.

Son classement « Doing Business » s'est en revanche nettement amélioré, grâce aux mesures prises par le gouvernement qui ont permis notamment de réduire la durée des procédures dans les tribunaux commerciaux ou de faciliter l'obtention des permis de

construction. Le poids du secteur informel, l'insuffisance d'infrastructures et de formation, mais surtout la situation sécuritaire très dégradée continuent néanmoins à peser sur l'environnement des affaires.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Niger est, **juste avant la Somalie, le pays le plus vulnérable du monde aux changements climatiques** (180^{ème} sur 181 selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain) en raison de son exposition au risque de sécheresse. Le pays est signataire de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) (ratifiée en 1995) et du Protocole de Kyoto (ratifié en 2004).

Ses émissions de GES ont progressé entre 2014 et 2018 (+4,5%/ an en moyenne), mais moins fortement qu'au cours des 4 années précédentes (+6,2%/ an en moyenne). Malgré son **très faible niveau d'émission de CO2** (144^{ème} sur 145^{ème} pour les émissions/hab), le pays vise une **progression de ses capacités de production d'énergie renouvelable** de 4 MW en 2010 à 250 MW en 2030, en particulier grâce au projet hydroélectrique de Kandadji. Le Niger souhaite **doubler la part d'énergie renouvelable dans son mix énergétique pour le porter à 30% à l'horizon 2030**.

¹³ Données PNUD 2019



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.